

Galypette n°1 :

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'inflation sans jamais oser le demander !

Inflation (du latin *inflatio*, enflure) : Déséquilibre économique se manifestant par une hausse durable et cumulative du niveau général des prix. Est mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation. Aujourd'hui par abus de langage, l'inflation désigne l'accroissement, même faible, de l'indice des prix.

L'indice des prix à la consommation (IPC) est calculé par l'INSEE et donne lieu à une publication mensuelle au journal officiel. Il est composé d'un panier de biens et services, représentant les 9/10^è des produits consommés. L'INSEE suit ainsi 167000 séries de prix (du prix de la baguette de pain à celui de l'essence, de l'assurance auto au prix d'un ordinateur, coupe de cheveu, voyage en train, cantine, place de cinéma, prix d'une voiture, des médicaments, des soins dentaires, électricité, vêtements, bière, sucre, légumes, viandes ...) pondérés selon leur importance respective dans la consommation des ménages. L'INSEE suit mensuellement, par enquête, l'évolution du prix de ces 265 biens et services et calcule le nouvel indice des prix à la consommation chaque mois.

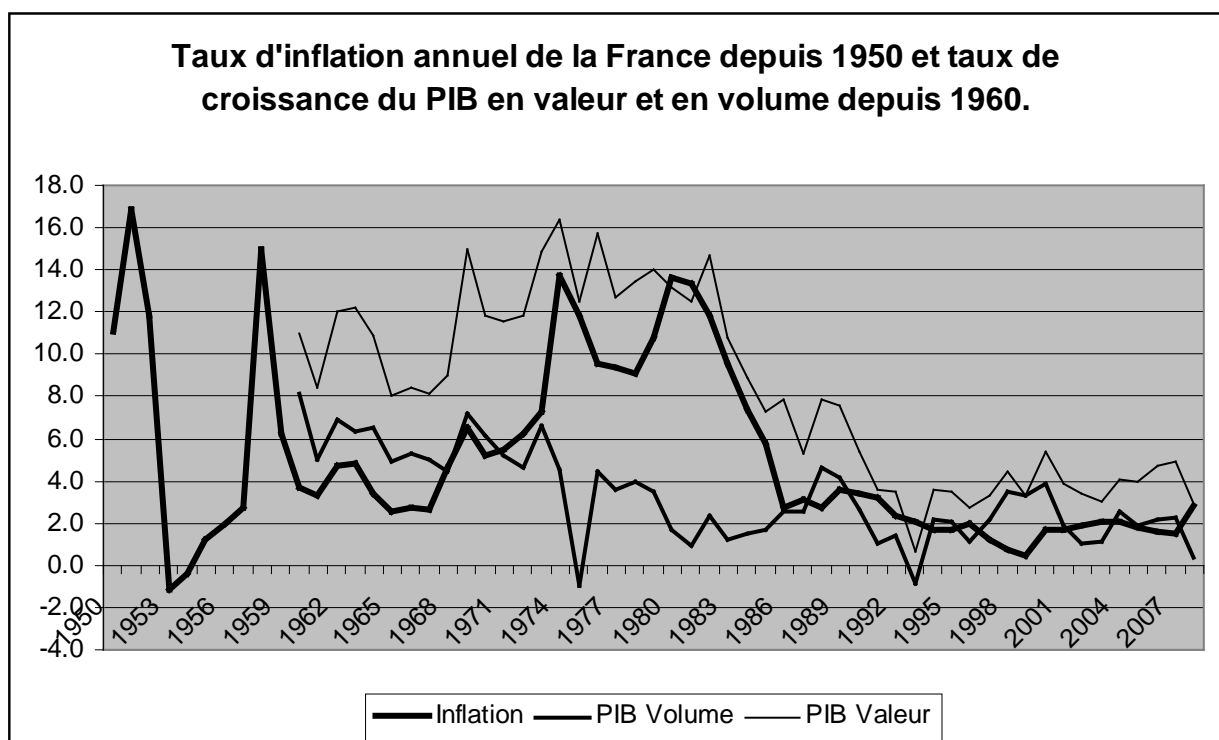
Le taux d'inflation est le taux de variation de l'indice des prix entre 2 dates. $[(VA-VD)/VD \times 100]$

Base 100 en 1998	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	(2009)
Indice des prix à la consommation	100	100,5	102,2	103,9	105,9	108,1	110,7	112,4	114,2	115,9	119,2	(119,2)

Source : www.insee.fr

Par exemple le taux d'inflation 2008 (VA) se calcule ainsi : $(119,2-115,9)/115,9 \times 100 = 2,85$. Le taux d'inflation en 2008 (sous entendu par rapport à 2007 : VD) est de 2,85%, c'est-à-dire que, en moyenne, les prix à la consommation (ceux affichés sur les étiquettes) ont augmenté de 2,85% entre 2007 et 2008. Un ménage qui aurait vu son revenu disponible rester constant, aurait connu une **perte du pouvoir d'achat*** de son revenu ; c'est-à-dire qu'avec le même revenu il peut acheter moins de biens et services, ces derniers ayant vu leur prix augmenter en moyenne de 2,85%. On peut donc dire que l'inflation se traduit par le fait que la monnaie perde de son pouvoir d'achat.

* pouvoir d'achat : quantité de biens et services (B&S) qu'un revenu (donc une quantité donnée de monnaie) permet d'obtenir



Les périodes d'inflation forte et faible. On constate que les années 1970 et le début des années 1980 ont été des périodes d'inflation relativement élevée (taux proche ou > à 10% de 1974 à 1984). Depuis 1987, grâce notamment à une politique monétaire restrictive par l'action de la Banque centrale qui, indirectement, rend les taux d'intérêt élevés (et donc le coût du crédit), le niveau de l'inflation, en France et dans la plupart des pays développés, se situe autour de 2% par an.

L'inflation est-elle bénéfique ou nocive à l'économie ? (keynésiens versus monétaristes)

Réponse : « **Les deux mon capitaine !** » Ce niveau de 2% est une norme imposée par la théorie économique dite monétariste pour laquelle toute inflation ne peut être que monétaire (par excès de monnaie donc de crédit). Pour cette théorie (Milton Friedman) la hausse des prix résulte d'une surabondance de monnaie (perçue comme négative pour l'économie) par rapport aux richesses produites. C'est pourquoi les tenants de cette théorie préconisent de mener une politique monétaire stricte qui contrôle l'octroi de crédits par les banques de seconds rangs afin que la croissance de la masse monétaire ne dépasse pas celle du PIB. C'est cette logique qui est appliquée par la quasi totalité des Banques Centrale du monde entier et au premier rang desquelles la BCE (Banque Centrale Européenne).

Mais pour d'autres économistes (dont les keynésiens) trop peu de création monétaire (et donc d'inflation) peut freiner la croissance économique du PIB. La monnaie est alors perçue comme l'huile dans les rouages du circuit de l'économie. Sans elle la croissance risque de se gripper. Dans cette logique théorique, la croissance du PIB repose essentiellement sur la demande globale (dépenses de consommation finale et dépenses de consommation de biens d'équipement = investissement). Il faut commencer par dépenser pour engendrer de la production et donc de la création de richesse (qui se mesure par le taux de croissance du PIB). Le crédit et la création monétaire, en ce qu'ils donnent plus de capacités de dépenses aux agents économiques (Etat, ménages, entreprises) sont favorables à la croissance...

Trappe à liquidité : *il est facile de tirer une corde, impossible de la pousser...* ce qui signifie que la Banque Centrale peut, si elle estime qu'il y a des tensions inflationnistes, accroître son taux directeur, ainsi diminuer la demande de crédit qui est plus cher et, *in fine* la création monétaire et l'inflation. A l'inverse, en cas de faible croissance économique, la Banque Centrale (en théorie indépendante du gouvernement) peut essayer de relancer la consommation et l'investissement en suscitant un peu d'inflation : la Banque Centrale baisse son taux directeur, et, si tout va bien, il en résultera une hausse de la demande de crédit, donc création monétaire qui stimulera les dépenses, donc les ventes, donc la production, donc la croissance du PIB. Sauf que, dans certaines circonstances historiques, les ménages et les entreprises ont tellement peur de l'avenir, qu'ils renforcent leur épargne de précaution, même si les taux d'intérêt étant bas, épargner ne rapporte pas grand chose et ils diminuent d'autant leur consommation (cas du Japon depuis 10 ans et peut-être de la France actuellement où le taux d'épargne moyen atteint des records mondiaux et historiques pour la France : entre 15 et 16% de taux d'épargne). Spectre de la **déflation**.

Pourquoi les prix augmentent ?

RAPPEL : Les économistes distinguent 3 grands mécanismes inflationnistes :

L'inflation par la demande : si la demande augmente subitement, la pression sur l'offre ($D > O$) permet aux producteurs d'accroître leurs prix.

L'inflation par les coûts : Si les salaires ou le prix des matières premières augmentent subitement, les coûts de production augmentent aussi ce qui réduit la marge bénéficiaire des producteurs sauf s'ils augmentent leurs prix en conséquence. Mais ce faisant le pouvoir d'achat des salariés est amoindri, ces-derniers revendiquent des rattrapages de salaires et la boucle reprend (d'autant plus si le plein-emploi est atteint).

Il arrive parfois qu'à titre pédagogique on distingue [...] l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts. A ces deux catégories, on en ajoute généralement une troisième : l'inflation monétaire. Cependant, il va de soi que, concrètement, une inflation ne relève jamais d'un seul type. Il n'y a pas, par exemple, d'inflation par les coûts ou par la demande, si n'apparaît pas en même temps un développement de la masse monétaire (inflation monétaire). Celui-ci peut provenir du déficit des finances publiques, très important dans l'immédiat après-guerre. On ne saurait toutefois privilégier cette seule explication puisque l'inflation s'est accélérée en France au tournant des années 70, alors même que le solde budgétaire se rapprochait du niveau zéro. D'autres mécanismes étaient donc à l'œuvre, notamment le développement des crédits aux entreprises pour les aider à financer leurs investissements. Les économistes ont qualifié « d'économie d'endettement » ce mode de croissance économique où la faiblesse de l'épargne nationale était compensé par un recours systématique à l'emprunt. La tendance structurelle au gonflement de la masse monétaire qui en a résulté constitua un facteur permanent d'inflation.

Source : **Y. Crozet**, *Inflation ou déflation*, Nathan, 1994.

Choc pétrolier et inflation : les chocs pétroliers des années 1980 ont renchéri, à l'importation, le prix du pétrole qui est une matière première de base utilisée dans toutes les activités industrielles de production comme matière première (plasturgie...) ou comme énergie, les transports de personnes et de marchandises, le chauffage (fioul)... Bref,

l'augmentation du prix de cette matière première est répercutée par les entreprises dans leurs prix de vente des biens et services qu'elles produisent, afin de conserver leur marge de bénéfice... La hausse du prix du pétrole se diffuse donc ainsi à l'ensemble des biens et services... Si les salaires sont indexés sur les prix, alors, les salaires eux-mêmes augmenteront, afin de permettre aux salariés de conserver un pouvoir d'achat constant... Mais le salaire est, comme le pétrole, un coût de production pour les entreprises, qui peuvent à nouveau augmenter leurs prix pour compenser la hausse de leurs coûts salariaux... Il peut s'en suivre une course poursuite sans fin entre salaires et prix qui est, en elle-même, inflationniste (au-delà de la hausse initiale des prix du pétrole). On parle alors de spirale inflationniste.

Rappel : désinflation, déflation, hyper-inflation. Désinflation : ralentissement du taux d'inflation qui reste positif ($2\% > 1,5\%$). L'inflation « galopante », dont on ne maîtrise plus la progression, peut évoluer vers une hyper-inflation (Allemagne des années 1922-1923 : les prix doubleraient toutes les 49 heures, Nicaragua 1988/1989 : +36000%). La déflation est la baisse réelle des prix qui se traduit par une variation négative de l'indice des prix ($-0,5\%$).

La nécessité de déflater des variables monétaires pour faire des comparaisons dans le temps :

Un petit exo vaut parfois mieux que de grands discours...

Tu me prêtes 100 € à 10 % pour un an, avec lesquels je peux m'acheter 100 kilos de patates à 1 € le kg. Un an plus tard je te rends 110 €, mais les patates valent alors 1.2 € le kilo...

Le taux d'intérêt nominal est ici de **10%**. Le taux d'inflation des patates est de 20% [$(1,2-1,0)/1,0 \times 100 = 20\%$]. Donc le taux d'intérêt réel est : $110/120 \times 100 = 91,7-100 = -8,3\%$. Ce qui signifie que le crédit ne vous aura rien coûté et qu'il vous aura même permis (versement des intérêts compris) de rembourser moins que vous aviez emprunté en termes de pouvoir d'achat.

C'est pour cette raison qu'on peut dire que, lorsque l'inflation est élevée et supérieure aux taux d'intérêt nominaux, elle « mange » la dette.

Quelques conséquences de l'inflation:

Le partage du gâteau...L'inflation déforme les prix relatifs (si le prix du pain augmente plus vite que le prix des patates, le prix relatif des patates en pain s'accroît, c'est-à-dire qu'il faut plus de patates pour acheter autant de pain, donc les producteurs de patates voient leur part du gâteau se réduire en faveur de la part des producteurs de pain). L'inflation est donc le résultat des tensions autour du partage de la VA (du gâteau) elles-mêmes dépendantes de l'état des rapports de force (en période de chômage, les salariés ne peuvent guère obtenir de hausse de salaire alors que les prix des biens et services peuvent s'accroître. Les salariés voient alors leur pouvoir d'achat (ou leurs salaires réels) diminuer, c'est-à-dire leur part dans le gâteau baisser). Certains prix (salaires, biens et services...) augmentent davantage que d'autres car les bénéficiaires du partage de la valeur ajoutée essaient de faire augmenter la taille de leur part de gâteau. On constate alors une modification de la distribution des revenus...

Les perdants / les gagnants selon le niveau de l'inflation L'inflation pénalise les détenteurs de revenus fixes et de patrimoine (actions, biens immobiliers, œuvres d'art...), puisque leur pouvoir d'achat diminue : toutes choses égales par ailleurs, si les prix des biens de consommation courantes augmentent et que le prix de votre actif n'augmente pas ou moins vite, votre actif, après inflation, vous permettra d'acquérir une moindre quantité de B&S. Inversement, l'inflation bénéficie aux agents endettés, puisque la valeur réelle de leur dette diminue. Elle provoque ainsi des transferts de pouvoir d'achat entre agents (Keynes parlait d'euthanasie des rentiers). Enfin, une inflation plus importante en France qu'ailleurs pénalise les exportations françaises, alors que le prix des importations deviennent moins élevés que les prix des produits intérieurs (risque de solde négatif de la balance des transactions courantes, $\downarrow X \uparrow M$).

Épilogue : L'œuf ou la poule ? L'inflation est un phénomène économique très complexe à propos duquel les économistes se demandent encore quelles sont les causes et quelles sont les conséquences. Les théories économiques s'opposent sur la réponse à ces questions. **L'inflation se traduit par une hausse des prix et un excès de monnaie** (dont le pouvoir d'achat diminue). On se demande toujours, lequel de ces deux événements associés à l'inflation est le premier : est-ce que c'est la surabondance de monnaie qui entraîne une hausse des prix (si Celia se procure des coquillages la nuit sur la plage !), c'est l'explication monétariste. Ou, inversement, est-ce une hausse des prix qui nécessite plus de monnaie ? Si les prix augmentent, les agents économiques ont besoin de plus de monnaie pour continuer à échanger au moins autant qu'avant. Il n'y a pas de réponse unique à cette question tellement les deux s'entremêlent et se confondent et sont variable selon les époques et lieux. Ces deux éléments monétaires (hausse des prix et surabondance de monnaie) ne sont même pas, en eux-mêmes, à la source de l'inflation, ils n'en sont souvent que la traduction, la conséquence... les causes profondes étant variables et souvent non monétaires au départ : un manque de main-d'œuvre, une matière première qui devient rare, un conflit militaire, des tensions sociales fortes entre groupes de populations, un pouvoir politique non démocratique...